

DÉCLARATION DE L'ENTREPRISE REQUÉRANTE

Le soussigné, président ou représentant autorisé de l'entreprise requérante :

- déclare avoir pris connaissance du Programme d'aide aux lieux de diffusion de la SODEC (le « **Programme** »), s'engage à le respecter et confirme que la demande d'aide financière et les activités de l'entreprise sont conformes et demeureront conformes audit programme;
- déclare que l'entreprise requérante a son siège et principal établissement au Québec et respecte les critères de contrôle effectif québécois prévus au Programme ;
- déclare que l'entreprise requérante possède tous les permis, brevets, licences, autorisations et autres droits requis par la loi ou tout règlement pour transiger ses affaires et exploiter son entreprise, et qu'elle respecte les conventions auxquelles ses activités sont soumises;
- déclare que les activités de diffusion de l'entreprise ne sont pas soutenues par une aide financière au fonctionnement du ministère de la Culture et des Communications du Québec ou du Conseil des arts et des lettres du Québec;
- confirme que l'entreprise requérante n'est actuellement pas en défaut de respecter toute obligation envers la SODEC ou découlant de tout programme d'aide de celle-ci;
- autorise la SODEC à collecter et à utiliser tout renseignement nécessaire à l'analyse et au traitement du dossier de l'entreprise requérante, ainsi qu'à discuter et dévoiler lesdits renseignements ou partie de ceux-ci à toute personne ou entité, incluant toute entité gouvernementale et tous participants financiers confirmés ou envisagés, à laquelle la SODEC juge nécessaire de les transmettre dans le cadre de l'analyse et traitement dudit dossier. Ces personnes et entités sont autorisées à discuter et à dévoiler à la SODEC tout renseignement se rapportant à l'entreprise requérante et à son dossier;
- autorise la SODEC et ses mandataires à utiliser les renseignements collectés par ces derniers relativement au dossier de l'entreprise requérante à des fins d'études, de recherches ou de statistiques sur les industries culturelles, et à transmettre ces renseignements ou partie de ceux-ci sous forme de données agrégées, si elle le juge à propos, à d'autres personnes et organismes publics ou privés poursuivant ces mêmes fins, tels que l'Institut de la statistique du Québec;
- autorise la SODEC à rendre publique (via son site Internet ou autres médias), si jugé pertinent par la SODEC et sous réserve de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, toute information relative à toute aide accordée et à la nature de la ou des activités soutenues, dont le nom des activités et le montant de l'aide accordé;
- s'engage à aviser la SODEC de tout changement aux documents soumis et à en présenter le détail par écrit dans le rapport final;
- déclare que l'entreprise requérante n'est impliquée dans aucun cas d'insolvabilité la concernant, aucun litige réel ou potentiel, poursuite judiciaire ou requête du gouvernement, et qu'elle n'a aucun jugement rendu contre elle et non satisfait, pouvant compromettre les activités de l'entreprise requérante;
- s'engage à conserver l'original de ce document dans ses dossiers, lequel engagement est réputé accepté du seul fait de transmettre le document numérisé à la SODEC. L'entreprise requérante reconnaît que la reproduction numérique du présent document ou de tout document qui pourrait être joint à sa demande de soutien (si applicable) possède la même valeur juridique que la version originale en format papier et qu'elle peut être déposée en preuve afin d'établir son contenu;
- si l'entreprise requérante emploie 50 personnes ou plus : déclare qu'elle respecte les obligations qui s'appliquent à elle en vertu de la Charte de la langue française quant à la francisation de l'entreprise, et qu'à cet égard elle possède les certificats ou attestations requis, le cas échéant, ou qu'elle en est exemptée. Par ailleurs, l'entreprise ne figure pas à la liste des entreprises pour lesquelles l'Office de la langue française a

refusé de délivrer une attestation, ou dont il a suspendu ou annulé une attestation ou un certificat. Cette déclaration de l'entreprise est essentielle pour l'octroi de toute subvention ou la conclusion de tout contrat avec la SODEC.

Je déclare et garantis par la présente que tous les renseignements et documents soumis dans le cadre de cette demande sont exacts, véridiques et complets.

Signature du président ou du représentant autorisé

Date

(Nom en lettres moulées)

(Titre du signataire)

(Nom de l'entreprise requérante en lettres moulées)